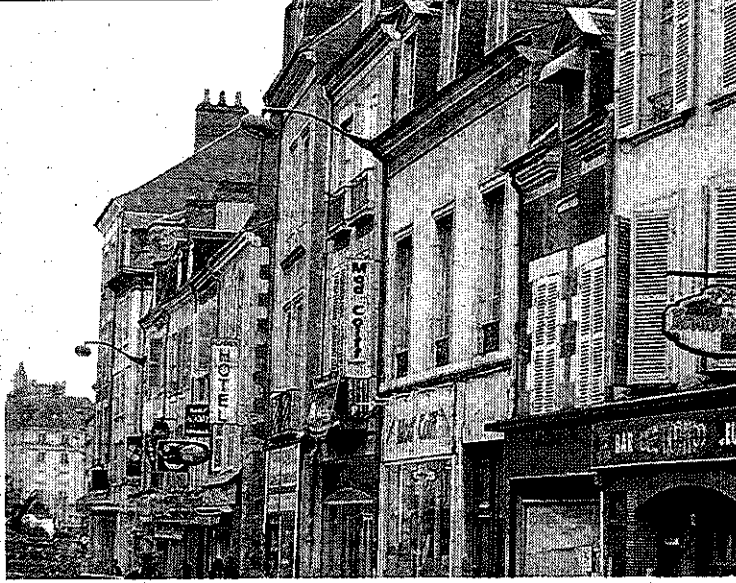


## Dix associations dénoncent l'absence de débat démocratique avec la ville

Suppression de la trémie Jaurès (à gauche en haut), alignement de la rue des Carmes (en haut à droite), projet de l'Aréna (en bas à gauche) ou encore passage de la seconde ligne de tram : aucun de ces gros projets ou travaux initiés par la mairie UMP d'Orléans ou l'Agglo n'a été précédé d'un débat démocratique digne de ce nom, selon les associations présentes hier soir salle des Chats-Ferrés.



Réunies, hier soir, salle des Chats-Ferrés, dix associations représentatives de tous les quartiers ont fustigé la méthode de la mairie UMP d'Orléans qui monterait des projets sans l'avis ni l'aval des habitants.

Point commun : elles reprochent toutes vertement à la mairie UMP d'Orléans son manque d'écoute et de concertation pour tous les grands projets et travaux qui vont restructurer la ville, et parfois même l'agglo. Dix associations se sont rassemblées, hier soir, salle des Chats-Ferrés, à Orléans, sous la houlette fédératrice du Ccasaa, pour fustiger cette « absence totale de débat démocratique » avec l'actuelle municipalité du député-maire Serge Grouard. Une carence qui vaut aussi bien, selon les représentants associatifs présents hier, pour l'éco-quartier des Groues, le passage du tram boulevard Marie-Stuart, le projet Aréna de l'Île-Arrault, la suppression de la trémie Jaurès ou encore la ZAC des Carmes. Bref, pas un seul projet d'envergure n'aurait été précédé d'un échange démocratique digne de ce nom.

Et devant une salle comble, et bon nombre d'élus de l'opposition municipale d'Orléans, la première à dégoupiller a été Hélène Chomiky, pour l'associa-

tion Pôle nord. « Nous sommes totalement ignorés par la ville d'Orléans », lâche la présidente qui regrette que la ville fasse de l'éco-quartier des Groues une « opération de prestige », ne répondant pas aux besoins et attentes des habitants du quartier. « Le quartier a été exclu de la réflexion. Le projet, qui ne prévoit aucun équipement public et beaucoup trop de bâti, est fait sans liaison ni complémentarité avec ce qui existe déjà. » Quelque

1.300 signatures ont été recueillies par l'association pour demander, par exemple, la création d'un grand parc de 25 ha et non de 9 ha comme le prévoit aujourd'hui la mairie d'Orléans. « Un lieu de respiration pour tout le nord de l'agglo. »

**« On veut condamner cette méthode »**

Autre projet, mais sentiment similaire d'avoir été tenue à

l'écart du débat public pour Michèle Pluvinaige, présidente de l'Adaq. L'objet du délit : la suppression à la hussarde, et sans aucune information préalable, d'une station du tram boulevard Marie-Stuart, quasi au niveau de la caserne de gendarmerie. « Avec cette suppression de la station "Poirier", il n'y a aucun arrêt sur 800 m entre Riobé et Droits-de-l'Homme. (...) Et puis, il n'y a aucune cohérence dans l'aménagement de la piste

cyclable qui va passer d'un côté de la chaussée à un autre. On a été roulés dans la farine. On veut condamner cette méthode, car il y a une volonté délibérée de ne pas nous écouter », lance, sans appel, Michèle Pluvinaige.

**« Antidémocratique »**

Une balle reprise au bond par Jean-Philippe Grand, élu d'opposition à Orléans, qui n'y va pas par quatre chemins et dénonce « une situation antidémocratique ». Et de poursuivre : « On nous refuse, en tant qu'élus d'opposition, les documents que nous demandons. On les reçoit après le conseil municipal. Il faut se battre ensemble pour avoir enfin accès aux informations que nous sommes en droit d'avoir. » Jean-Luc Mirloup, président de l'Adaq, et qui milite notamment pour l'abandon du projet de créer un parking de 400 places en lieu et place de l'actuelle trémie Jaurès, assure qu'à chaque fois qu'il a voulu se faire entendre de la mairie, il lui a été rétorqué : « On verra plus tard. » Conseils de quartier, réunions publiques, forums et autres ateliers participatifs ne sont, selon ces associations, que des chambres d'enregistrement de décisions municipales déjà entérinées. Mais elles ne comptent pas accepter « encore longtemps cette situation ». « Nous sommes têtus et nous persévérons », prévient Michèle Pluvinaige. Le débat est lancé.

Anthony Gautier.

### Quand l'union (des associations) fait la force !

Le Ccasaa : le sigle est plus difficile encore à écrire qu'à prononcer. Ce Comité de coordination des associations de sauvegarde et d'aménagement de l'agglomération orléanaise, créé en 1977, mais moribond quelques longues années, renaîtrait-il de ses cendres ? Il rassemble aujourd'hui dix associations (contre dix-sept à la belle époque), bien décidées à faire entendre leurs voix et leurs choix dans les réalisations urbanistiques initiées par la mairie d'Orléans. Et, à en croire Michèle Pluvinaige, la secrétaire générale du Ccasaa, la mairie actuelle fait volontiers la sourde oreille. « Il y a un déficit de communication manifeste. Lors de la première mandature, les

élus étaient à l'écoute. Ce n'est plus du tout le cas aujourd'hui. Il y a juste, et encore pas toujours, une politesse d'écoute, mais cela ne va pas au-delà. Nous souhaitons apporter nos réflexions, et qu'elles soient prises en compte. » Présenté comme apolitique, respectant la parité homme/femme, ce comité regroupe donc dix associations orléanaises : Association de défense et d'aménagement des quartiers ouest d'Orléans (Adaqoo), Association aux Carmes citoyens, Association pôle nord, Association de défense et d'aménagement des quartiers Saint-Marc-Saint-Vincent (Adaq), Association de défense des habitants du quartier gare (Adhqq), Loiret



Michèle Pluvinaige est secrétaire générale du CCASAAO.

calme, Association des habitants d'Orléans-La Source (AHis), Groupe d'action municipal d'Olivet (Gamo), Ligue contre la violence routière, et l'Association de défense de l'Île-Arrault.